



# LE 4 OCTOBRE, À LA DGI, COMME AILLEURS, TOUS EN GRÈVE !

Le constat est unanime en cette rentrée, la situation des agents des impôts comme celle de tous les salariés de ce pays se dégrade. La question du pouvoir d'achat est toujours à l'ordre du jour. L'annonce de milliers de suppressions d'emplois au MINEFI, comme dans d'autres secteurs fragilise aussi la situation des jeunes et des privés d'emplois. Les annonces du gouvernement sont contraires aux revendications des millions de salariés, de retraités et de privés d'emplois. Les attaques contre les garanties des salariés, le développement de la précarité sont à l'ordre du jour tant dans le privé que dans le public.

La rentrée est aussi placée à la Direction générale des impôts sous le signe de l'accélération de réformes contestées qui placent les agents dans des conditions de travail de plus en plus détériorées.

Les ministres Breton et Copé, avec les directeurs généraux de la DGI et de la DGCP refusent toute négociation sur le bien-fondé de leurs réformes : l'exemple des Domaines est le plus significatif.

Alors que les résultats de grève depuis le début de l'année et l'observatoire interne du Ministère attestent d'un mécontentement de plus en plus prononcé, les dirigeants de cette administration continuent de passer en force pour appliquer leur politique libérale.

**Les organisations syndicales de la DGI appellent donc les agents des impôts à la grève et aux manifestations interprofessionnelles du 4 octobre pour :**

- > l'amélioration du pouvoir d'achat ;**
- > l'amélioration des conditions de travail ;**
- > l'arrêt des suppressions d'emplois ;**
- > la défense des garanties collectives des agents ;**
- > l'ouverture de réelles négociations sur l'avenir de la DGI.**

**Les organisations syndicales appellent les personnels à se réunir en Assemblées générales pour débattre des revendications, préparer la grève du 4 octobre et décider des suites à donner à l'action dans notre ministère (initiatives dans chaque DSF, perspective d'une manifestation nationale ou « grande-région » des agents du MINEFI...).**